

France-Paris La Défense: Refuse and waste related services

OJ S 13/2016 20/01/2016

Contract notice – utilities

Services

Directive 2004/17/EC

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: ERDF

Postal address: 34 place des Corolles

Town: Paris La Défense Cedex

Postal code: 92079

Country: France

Contact person: Portail achats

For the attention of: Brigitte Guimont

E-mail: brigitte.guimont@edf.fr**Internet address(es):**General address of the contracting entity: www.erdf.frAddress of the buyer profile: <https://pha.edf.com>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for a dynamic purchasing system) can be obtained from: the abovementioned address**Tenders or requests to participate must be submitted:** the abovementioned address**I.2. Main activity**

Electricity

I.3. Contract award on behalf of other contracting entities

The contracting entity is purchasing on behalf of other contracting entities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting entity**

Recyclage matériels électriques déposés (dont DEEE catégorie 9) et emballages récupérés suite déploiement compteurs LINKY — réservé au secteur du travail protégé adapté (STPA).

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 16: Sewage and refuse disposal services; sanitation and similar services

Main site or place of performance: Régions IDF Est, IDF Ouest et Paris.

NUTS code FR1 Ile-de-France

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with a single operator

Duration of the framework agreement

Duration in months: 65

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Les marchés concernent le traitement des matériels déposés (dont des DEEE de catégorie 9) (matériels électriques et emballages): — la mise à disposition des contenants aux prestataires de pose, — la collecte et le transport des matériels déposés et des emballages, — le stockage en attente de traitement, — le tri des matériels à orienter vers la filière ré-emploi, — le démantèlement des autres matériels et tri matière, — l'expédition matière vers les filières de valorisation aval, — la traçabilité.

II.1.6. CPV code(s)

90500000 Refuse and waste related services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Le tonnage global (matériels électriques + emballages) est d'environ 4 948 tonnes.

Une partie des matériels électriques pourrait éventuellement être orientée vers une filière de réemploi.

La volumétrie correspondante sera précisée dans le cadre des consultations.

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: 4 ans plus 1 trimestre (préparation du marché) d'engagement ferme + 1 option de 14 mois.

Provisional timetable for recourse to these options:
in months: 51 (from the award of the contract)

II.2.3. Information about renewals

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 65 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Un ou des cautionnements ou une ou des garanties pourront être exigés pour l'exécution du marché. Le type et les modalités de ce cautionnement ou de cette garantie seront indiqués dans le dossier de consultation.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres. Paiement à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

En cas de candidature en groupement, il est précisé que la forme exigée à l'attribution du marché est celle du groupement solidaire. En cas de groupement d'entreprises attributaire du marché, l'un des membres du groupement est désigné comme mandataire. Celui-ci coordonne les prestations de chacun des membres du groupement et représente ceux-ci auprès d'ERDF. Chacun des membres du groupement est engagé pour la totalité du marché (groupement «solidaire»)

Dans ce cas:

- les conditions décrites au III.2.1 et III.2.2 s'appliqueront à chacun des membres du groupement solidaire,
- les conditions décrites au III.2.3 s'apprécient au niveau du groupement dans son ensemble.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: yes

Description of particular conditions: Ce point sera précisé dans le cadre de la consultation.

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Ne peuvent soumissionner:

- 1) Les candidats qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9, à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et L. 317-8 du code de la sécurité intérieure;
- 2) Les candidats qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail;
- 3) Les candidats soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, les personnes physiques dont la faillite personnelle a été prononcée en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code ainsi que les personnes faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger. Les candidats admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché;
- 4) Les candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale et sociale ou n'ont pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date. Toutefois, sont considérées comme en situation régulière les candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, n'avaient pas acquitté les divers produits devenus exigibles à cette date, ni constitué de garanties, mais qui, avant la date du lancement de la consultation, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, soit acquitté

lesdits produits, soit constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement. Les personnes physiques qui sont dirigeantes de droit ou de fait d'une personne morale qui ne satisfait pas aux conditions prévues aux alinéas précédents ne peuvent être personnellement candidates à un marché.

5) Les candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail et qui, à la date à laquelle ils soumissionnent, n'ont pas réalisé ou engagé la régularisation de leur situation.

Pour justifier qu'il n'est pas dans l'une des situations citées aux points 1 à 5 ci-avant, le candidat doit produire une déclaration sur l'honneur datée et signée.

Ces conditions sont applicables aux candidats et à chacun des membres d'un groupement candidat.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

- avoir un chiffre d'affaires moyen sur 3 ans supérieur à 3 fois le montant annuel du lot,
- justifier de la pérennité financière de votre société en présentant les comptes (bilans et comptes de résultats) sur les 3 derniers exercices comptables.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions: Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: — expérience de traitement d'au moins 240 tonnes/an en DEEE (déchets d'équipement électriques et électroniques),
— être capable de traiter au moins 300 T de matériels électriques par an,
— être capable d'assurer en propre ou en groupement solidaire toutes les étapes du processus (logistique, démantèlement, valorisation).

Se reporter au RFI n°(référence au point IV.3.1) disponible sur le portail achats d'EDF.

III.2.4. Information about reserved contracts

The contract is reserved to sheltered workshops and economic operators aiming at the social and professional integration of disabled or disadvantaged persons

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of the criteria stated in the specifications or in the invitation to tender or to negotiate

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting entity

Tender 168808 - Demande d'information Rfi 11628

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents

(except for a DPS)

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

4.2.2016 - 09:00

IV.3.5. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

IV.3.7. Conditions for opening of tenders

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

Dépôt des candidatures à réaliser en ligne sur le portail EDF (<https://pha.edf.com>)

Référence portail achats: RFI n° (référence au point IV.3.1)

Si vous n'êtes encore pas enregistrés dans <https://pha.edf.com>, allez sur «Fournisseurs: faites vous connaître!Débuter mon enregistrement.»

Après enregistrement, accès à demande d'information.

Les modalités d'utilisation du portail achats vous seront communiquées par le centre

Support et Assistance Ivalua que vous pouvez joindre au +33184770026 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi de 8:00 à 18:00.Par courrier électronique à: support-edf@ivalua.com

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191 avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre Cedex

Postal code: 92020
Country: France
Telephone: +33 140971146
Internet address: <http://www.tgi-nanterre.justice.fr>

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du tribunal de grande instance de Nanterre
Postal address: 4 rue Pablo Neruda
Town: Nanterre
Postal code: 92000
Country: France
Telephone: +33 140971717
Internet address: <http://justice.gouv.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

15.1.2016